



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les dossiers du PCMLM

L'Antifaschistische Aktion



Juin 2013

Parti Communiste Marxiste-Léniniste-Maoïste de France

Table des matières

1. Il y a 80 ans en Allemagne naissait l'Action antifasciste face aux SA.....	2
1. La question des SA, question essentielle et vitale.....	2
2. Le contexte de la naissance de l'Action antifasciste.....	4
3. La tentative de l'Action antifasciste.....	5
2. L'Action antifasciste, le rôle d'Ernst Thälmann et un bilan.....	6
3. La dénonciation de l'Action antifasciste par Léon Trotsky.....	10
4. L'Action Antifasciste des antifascistes autonomes en Allemagne.....	13
1. Le contexte.....	13
2. Des précurseurs.....	14
3. ...au rôle de l'Antifa M.....	15
4. L'Action antifasciste AA/BO.....	16
5. Quelques positionnements de l'Antifa autonome [M].....	19
1. Extrait du tract de l'Antifa autonome (M) du 5 juillet 1993.....	19
2. Extrait de la présentation de l'Antifa autonome (M).....	20
3. Conférence de presse de l'Antifa autonome (M), 19 mai 2002.....	21
4. Tiré du journal de l'Antifa autonome (M), Einsatz [intervention] n°31, juillet 1998...21	
Annexe 1. Ernst Thälmann : L'Action Antifasciste comme le bon « maillon de la chaîne » (1932).....	24
Annexe 2. PC-SFIC : Pour l'unité d'action antifasciste (1934).....	25

1. Il y a 80 ans en Allemagne naissait l'Action antifasciste face aux SA

Il y a 80 ans en Allemagne naissait l'Action Antifasciste face aux SA. Ce fut un événement historique, d'une grande transcendance. Tant l'Action antifasciste que son symbole ne relèvent pas du folklore pour compenser un manque de contenu (comme certains le font), c'est toute une conception unitaire et stratégique face au fascisme.

1. La question des SA, question essentielle et vitale

De tous les aspects de l'histoire de l'Allemagne qui sont difficiles à comprendre pour les personnes françaises, c'est la question de la SA qui est la plus dure, la plus lointaine du vécu français.

Les SA, cela a été pratiquement du jour au lendemain des centaines de milliers de

personnes, puis des millions, engagées de manière para-militaire sous le drapeau national-socialiste et menant sur une base régulière une politique d'attaques violentes ou terroristes.



L'acronyme « SA » désigne en allemand Sturmabteilung, soit « Bataillon d'Assaut » en français. Les SA disposaient d'un uniforme (à partir de 1932, c'est la marque Hugo Boss qui habille les organisations nazies) et étaient encadrés de manière paramilitaire.

L'engagement d'un individu dans les SA devait être total, se confondre avec la cause ; appuyé par des forces capitalistes sur le plan financier, par l'armée pour les armes, par la police pour la mansuétude de la répression, par la justice bourgeoise pour la mansuétude des condamnations, les SA étaient les fameuses « chemises brunes », les troupes de choc d'Adolf Hitler.

Le nombre de SA grandit lentement, de quelques milliers dans les années 1920 jusqu'à 60 000 en 1930.

Les 17 et 18 octobre 1931, toutes les forces ultra-conservatrices et nazies et nazies défilent à 100 000 dans la ville de Braunschweig, qui avait alors 150 000 personnes y habitant (le nombre de 100 000 était également celui de la dimension tolérée de l'armée allemande par les vainqueurs de la première guerre mondiale ; la presse internationale fut marquée par l'important nombre de cette force « parallèle »).

La ville était sous contrôle, les opposants écrasés ; il y eut plusieurs morts dans les rangs progressistes. Il y avait là une première « conquête » ; dans cette perspective de militarisation et avec les faibles avancées nazies aux élections font qu'alors il est donné libre cours aux SA.

Ceux-ci disposaient d'ateliers, de leur propre marque de cigarettes, de lieux pour dormir, Le nombre de SA passe à 455 000 en 1932, années où l'Allemagne connaît 6 120 000 personnes au chômage (soit un peu plus de 16 % de la population).

Il faut s'imaginer ce que représente dans un pays 455 000 personnes menant des attaques violentes contre les personnes progressistes.

Et il ne faut pas penser que les SA ont vu leur progression s'arrêter avec la prise du pouvoir du parti nazi en 1933. Les recrutèrent sur une base populaire, pour mener une « révolution national-socialiste. » L'écrasante majorité de ses membres avaient moins de 30 ans (ce qui relativise la théorie comme quoi les nazis seraient simplement des soldats démobilisés après 1918 se « reconvertissant » dans « l'extrémisme »).

Avec l'effet boule de neige dans les masses, les SA atteignent le chiffre de 4,5 millions de personnes au milieu de l'année 1934. Les

SA, soutenus notamment par l'entreprise IG Farben et représentant une certaine fraction de la grande bourgeoisie contre une autre, sont alors liquidés (voir Fascisme et concurrence au sein de la bourgeoisie : schéma général de l'exemple allemand).

2. Le contexte de la naissance de l'Action antifasciste

C'est dans ce contexte de progression des SA que naît l'Action antifasciste.

Le KPD – Parti Communiste d'Allemagne – avait développé la RFB, Roter Frontkämpferbund, l'Union des Combattants du Front Rouge, troupes de choc du Parti devant au fur et à mesure se transformer en Armée rouge.

Mais le KPD ne devait pas qu'affronter les nazis, il devait également affronter le SPD – parti socialiste – qui était violemment anticommuniste, participait aux institutions et soutenait la répression à l'encontre du KPD.

La ligne du KPD était ainsi bien sûr de gagner la base socialiste et de rejeter totalement la direction du SPD, considéré comme « social-fasciste. »

La social-démocratie était vue comme l'obstacle à l'unité des masses pour la révolution.

Le problème étant, avec la progression des SA, que le SPD ne faisait pas que s'opposer à la révolution, ce qui théoriquement ne faisait que perdre du temps par rapport à l'inévitable révolution.

Ce qu'il faisait également, c'est s'opposer à la lutte antifasciste, de plus en plus vitale.

Ainsi, suite à la manifestation de force nazie de Braunschweig en octobre 1931, la social-démocratie unifia ses forces dans le Eiserner Front, le front de fer.

Cette organisation reprit comme symbole les « trois flèches », symbole républicain antinazi et anticommuniste ; la social-démocratie refusait toute alliance avec les communistes.

La perspective de l'Action antifasciste était inversement fait d'unifier le plus largement face aux fascistes.

Le prétexte à la naissance de l'Action antifasciste fut un affrontement extrêmement violent entre nazis et communiste au parlement de Prusse, le 25 mai 1932, qui se solda par des blessés graves. Le KPD lança un appel à l'action antifasciste et des comités furent créés dans tout le pays.

Ces comités eurent un grand succès, car les nazis attaquaient toutes les personnes progressistes, qui par conséquent faisaient face à la même situation et s'entraidaient.

Le 8 juillet 1932, 20 socialistes furent invités au bâtiment central du KPD pour poser des questions au secrétaire général du KPD, Ernst Thälmann, au sujet de l'antifascisme.

Les questions et les réponses furent publiées dans une brochure, servant de base pour pousser à la constitution de l'Action antifasciste.

La réponse de Thälmann sur ce que devait être celle-ci était très claire :

« Elle est un point de ralliement au-dessus des partis pour une lutte sans merci contre le fascisme des travailleurs qui y sont prêts. »

Ce n'est pas une organisation, mais un mouvement de masse. C'est un courant, où se jettent toutes les forces combattantes qui veulent vraiment mener la lutte, l'attaque de masses contre le gouvernement actuel, qui mène la mise en place à court terme

de la dictature fasciste.

La direction des comités d'unités formés dans les usines, dans les rues etc, doit évidemment être dans les mains des travailleurs voulant lutter eux-mêmes. »

3. La tentative de l'Action antifasciste

Lors du congrès de fondation de l'Action antifasciste à Berlin les 10-12 juillet 1932, il y eut ainsi 1550 délégués : 379 communistes, 132 socialistes et 954 sans parti.

Le symbole de l'organisation fut deux drapeaux rouges, représentant les communistes et les socialistes.

Dans le document publié en 1932, « Que veut l'action antifasciste ? », on peut lire :

« L'Action antifasciste ne permettra pas que soit établie sur l'Allemagne la dictature fasciste, que les organisations de classe du prolétariat soient détruites et interdites, que tous les droits de la classe ouvrière soient piétinés, que la sécurité sociale et toutes les réalisations du mouvement ouvrier soient éradiquées.

L'Action antifasciste organise dans le Front Uni le plus large possible l'auto-protection de masse rouge décidée des ouvriers, des chômeurs et des travailleurs en Allemagne.

L'Action antifasciste veut la lutte de masse de tous les travailleurs conscients, de tous les Combattants antifascistes de la liberté pour la défaite totale du fascisme hitlérien, pour la reconquête des millions de travailleurs trompés par les nationaux-socialistes. »

À partir de là, lors des meetings ouvriers de lutte, on pouvait voir des socialistes prendre la parole, voire des SA. Un aboutissement très connu en Allemagne est la grande grève des transports en commun de Berlin, en novembre 1932.

Sur les 22 000 personnes qui y étaient salariées, 1200 étaient liées au KPD et 1200 aux nazis, et la grève devait « ramener » les ouvriers trompés par les nazis.

Si la grève fut un échec relatif, elle permit au KPD de prendre l'ascendant ; si le parti nazi avait soutenu la grève, il fut incapable d'initiative réelle et cela posa de surcroît de nombreux problèmes par rapport à ses appuis bourgeois.



Mais la direction socialiste sabota autant que possible le projet, condamnant systématiquement les personnes participant à l'Action antifasciste.

Le résultat fut le triomphe nazi en juillet 1932 lors d'élections marquées par l'offensive générale de la SA (affrontements systématiques, faisant pratiquement 100 morts).

Avec une participation de 84,1 %, les nazis obtinrent 37,3 % des voix, soit 19 % de plus qu'auparavant. Aux élections de novembre

de la même année, le reflux commença, les nazis obtenant 33,1 %, mais ils étaient déjà en place, disposant d'une masse de SA, et pouvaient être utilisés par la bourgeoisie, qui les appela au pouvoir en janvier 1933.

Les communistes avaient trouvé une perspective, mais il était trop tard, en raison de la social-démocratie (les résultats électoraux communistes sont assez expressifs : juin 1920 : 2,1 %, mai 1924 : 12,6 %, décembre 1924 : 9,0 %, mai 1928 : 10,6 %, septembre 1930 : 13,1 %, juillet 1932 : 14,6 %, novembre 1932 : 16,9 %).

L'Action antifasciste a été la première tentative de trouver un moyen pour unifier les masses par-delà l'influence de la direction sociale-démocrate.

L'Action antifasciste échouera, mais pavera la voie au Front Populaire, victorieux un

peu plus tard en France.

La conception de laisser s'exprimer la base des masses pour court-circuiter les idéologies conservatrices était juste ; les masses veulent la révolution, elles peuvent suivre des parcours erronés, mais alors il faut les rattraper, en les remettant face aux réalités. Encore faut-il une avant-garde capable d'indiquer des valeurs de culture, de civilisation. Et la réussite ou non de cette avant-garde est également un critère de sa justesse ou non.

L'Action antifasciste, démocratique à la base, unissant face au fascisme qui est l'expression du capitalisme décadent allant à la guerre, est une grande expérience. Il n'y a pas de raisons pour les révolutionnaires de rejeter une telle unité.



2. L'Action antifasciste, le rôle d'Ernst Thälmann et un bilan

En avril 1932, le dirigeant du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) Ernst Thälmann considère que le rythme de progression des fascistes est supérieur à celui des révolutionnaires. À ses yeux, c'est une question de tempo et l'antifascisme doit à tout prix parvenir à unité populaire pour ne pas être débordé.

Aussi, le 25 avril 1932, le KPD relance un appel aux socialistes face aux fascistes. Mais c'est donc Thälmann qui est chargé de trouver la solution pour parvenir à une unité refusée par la direction socialiste, farouchement anticommuniste.

Le 1er mai est marqué par une très forte mobilisation et cela semble donner raison à

Thälmann sur l'opportunité historique. Il explique justement dans son discours du premier mai que :

« L'heure est venue où vous devez opposer au fascisme un front uni, combattant, afin de mettre en terme à cette entreprise criminelle. »

À la mi-mai, Thälmann est à Moscou pour la réunion de l'Internationale Communiste et il y explique son point de vue. Les capitalistes monopolistes sont d'accord sur l'objectif fasciste, mais pas sur le rythme pour y arriver : les communistes doivent développer un front capable de défendre la moindre conquête démocratique, en réagissant de manière très élastique et avec une grande capacité d'adaptation.

Ce qui compte, c'est la capacité des masses à agit concrètement dans certains domaines, afin d'échapper à la démagogie nazie et au brouillard social-démocrate. C'est le seul moyen d'arracher au fascisme des millions de personnes happées par le chauvinisme.

La question du moyen pour y parvenir amena d'intenses débats dans l'Internationale Communiste ; Thälmann raconta par la suite :

« Avant la discussion, j'avais

l'intention d'aller aujourd'hui au sauna. Mais je pense que ce n'est plus nécessaire. »

L'urgence arriva tout de suite après, avec les succès nazis en Prusse, avec la même tentative de former un gouvernement local (avec ainsi une main-mise sur l'armée, la



mieux équipée de toute l'Allemagne, et sur la police politique locale).

L'agression nazie contre les communistes en plein parlement fut le détonateur pour lancer l'Action antifasciste. L'objectif est la mobilisation la plus large contre les nazis : les empêcher de participer aux gouvernements régionaux et attaquer leur pratiques terroristes.

Thälmann mène alors conférence sur

conférence, réunion sur réunion pour expliquer et soutenir l'Action antifasciste. Dans de très nombreuses villes, le KPD organisait des meetings pour des comités d'unité pour les grèves, l'auto-défense face aux nazis pour protéger les lieux de réunion, les bâtiments des organisations, les quartiers...

C'était la naissance de l'antifascisme de masse. L'Action antifasciste n'était pas une organisation et Ernst Thälmann a toujours souligné qu'elle ne devait pas en être une. Elle devait être un mouvement de masse,

une initiative la plus populaire qui soit, émergeant à la base, portée par les masses pour se défendre face au fascisme.

Le Parti Communiste d'Allemagne devait soutenir ces initiatives populaires, en donnant des exemples de lutte, en soutenant l'organisation antifasciste à la base. Même les meetings du KPD se plaçaient au service de l'Action antifasciste. Ernst Thälmann avait en fait parfaitement compris que le gouvernement allemand en 1932 n'était que le marchepied des nazis ; c'était un gouvernement qui leur préparait le terrain.

Selon Thälmann,

« le gouvernement Papen est un gouvernement des capitaines d'industries, des Junkers [grands propriétaires terriens] et des généraux, qui prépare à court terme et entend ériger en Allemagne la dictature fasciste. »



Le KPD était ainsi dans une position difficile : il avait compris que le fascisme arrivait, mais il devait trouver un moyen pour que les masses soient unies, alors que les socialistes refusaient le front antifasciste.

Ainsi, en Prusse, c'est un social-démocrate

qui était le ministre de l'intérieur et qui interdisait l'organe de presse de son parti, et le KPD appelait à lutter contre cette interdiction.

La direction socialiste était ainsi social-fasciste, elle servait le fascisme ;

« aussi longtemps qu'ils ne sont pas délivrés de l'influence des sociaux-fascistes, ces millions d'ouvriers (socialistes) sont perdus pour la lutte antifasciste »
(L'internationale, juillet 1931).

L'Action antifasciste permettait de dynamiser la barrière érigée par la direction sociale-démocrate ; la confrontation au fascisme, urgence absolue, devait pouvoir se développer le plus largement possible, seul le mouvement de masse pouvait stopper le développement du fascisme.

« Le problème brûlant, qui est aujourd'hui la terrible préoccupation de tous les travailleurs ensemble est le suivant : comment peut-on empêcher l'instauration d'une dictature fasciste en Allemagne ? »
(Réponses de Thälmann à 21 questions d'ouvriers du SPD, Berlin, 1932).

L'Action antifasciste n'est donc pas une organisation, mais un front que l'on peut rejoindre quelle que soit l'organisation à laquelle on appartient ; en pratique, l'initiative fut portée par endroits par des communistes, des sociaux-démocrates, des chrétiens, des sans-parti.

Au congrès de fondation de l'Action antifasciste à Berlin, les 10-12 juillet 1932, il y avait sur 1465 délégués 132 sociaux-démocrates et 954 sans-parti.

Le 12 juillet même a lieu une première

démonstration de force, à Wuppertal, cible des nazis depuis un mois : pratiquement 70 000 personnes se réunissent sous une pluie battante dans un rassemblement autour de Thälmann, empêchant la grande réunion nazie du lendemain, où Goebbels devait prendre la parole. Le 18 juillet, ce sont 80 000 personnes qui se rassembleront à Dresde, autour de Thälmann.

Mais toutes les victoires antifascistes, aussi nombreuses qu'elles furent, ne permettaient pas encore de dépasser le rythme de progression du fascisme.

Fin juin, le gouvernement de Prusse ré-autorisait les marches nazies en uniforme ; le responsable de la police, un social-démocrate, autorisa un défilé nazi, le 17 juillet, à Hambourg le quartier ouvrier d'Altona. 6000 nazis attaquèrent, en étant protégé par la police, faisant 70 blessés et tuant 14 personnes.

L'État allemand central organisa alors un coup d'État, accusant le gouvernement de Prusse d'être incapable d'agir en raison de l'absence de majorité nette (les nazis possédant 162 des 423 sièges au parlement local et la droite cherchait un moyen de former un gouvernement avec eux).

Ce fut un test : les sociaux-démocrates s'opposèrent à la résistance et à l'appel à la grève générale du KPD. La prise du pouvoir par les nazis, six mois plus tard, n'était qu'une réédition de ce qui s'était passé en Prusse.

Fin juillet, le KPD eut pratiquement 5 400 000 voix aux élections, un demi-million de plus, alors que les nazis ne progressaient plus. Mais l'échec de l'appel à la grève générale montrait la faiblesse de l'Action antifasciste à pouvoir bloquer non seulement les fascistes dans la rue, mais également dans leur marche au pouvoir.

Berlin resta un bastion et le symbole de la résistance de l'Action antifasciste. Le 4 janvier, 100 000 personnes s'y rassemblèrent autour de Thälmann, le 15 janvier 18 colonnes se mirent en marche, par -13°, en différents points de la ville pour rejoindre les tombes de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, le 25 janvier 130 000 personnes se mobilisèrent par -17°C.



Pourtant, Berlin la rouge ne pouvait porter une dynamique suffisante pour que l'Action antifasciste fasse seule l'opposition aux nazis. Il fallait plus, mais la social-démocratie avait tout fait pour empêcher l'Action antifasciste de parvenir à un front dans les usines, pour une mobilisation générale de la classe face à la prise du pouvoir.

Lorsqu'à la fin janvier 1933, Hitler parvint au pouvoir, l'organe de presse du KPD – le drapeau rouge – titra : « Alarme ! Alarme ! Un nouveau 20 juillet menace ! »

Mais il n'y eut pas de grève générale, il n'y eut qu'une seule grève, à Mössingen, où

vivaient un peu plus de 4000 personnes ? C'est là le grand « mystère » et la grande leçon de la prise du pouvoir par les nazis en 1933. Les masses n'étaient pas léthargiques ; l'Action antifasciste avait connu un succès foudroyant, grâce à la ligne impulsée par Ernst Thälmann. Cependant, il restait les institutions : la Prusse était déjà tombée dans un régime militaire, et c'était en pratique la région la plus importante du pays. La social-démocratie refusait la bataille antifasciste et bloquait l'unité à la base par tous les moyens. Le KPD, isolé, put lancer le mouvement populaire et contrecarrer l'offensive fasciste dans les rues, bien qu'elle restait forte. Le soutien de l'État au mouvement nazi lui-

même fut trop fort pour lui, en raison de l'incapacité à lancer une grève générale et une démarche insurrectionnelle, incapacité due à la social-démocratie.

Là est la grande leçon de l'Action antifasciste en Allemagne en 1932, Action antifasciste portée par Ernst Thälmann, qui sera par la suite emprisonné par les nazis et assassiné en 1944 seulement, alors que le 3ème Reich s'effondrait.

Se débarrasser de Thälmann était symboliquement difficile, même pour les nazis ; ce qu'il a porté est historique, et comme le dit un mot d'ordre en Allemagne : « Ernst Thälmann n'est jamais tombé ! »

3. La dénonciation de l'Action antifasciste par Léon Trotsky

Léon Trotsky a donné un avis largement développé au sujet de l'Action antifasciste, dans une œuvre d'octobre 1932, intitulé « La seule voie » et traitant de l'Allemagne.

Il y attaque de manière virulente la ligne de l'Action antifasciste et de la stratégie impulsée par Ernst Thälmann.

La raison en est la suivante : pour les communistes, le fascisme est le fruit de la crise générale du capitalisme, c'est un saut qualitatif, la prise du pouvoir par la fraction la plus réactionnaire des monopoles.

Il y a donc une fascisation en plusieurs étapes, avec différents moments ; l'État bourgeois abandonne son masque démocratique, l'appareil d'État change de

personnel.

Tel n'est pas la conception trotskyste. Selon Trotsky, le fascisme n'est qu'une sorte de régime terroriste organisée en catastrophe.

Ce n'est pas un saut qualitatif dans le cadre de la crise générale du capitalisme, mais une solution pratique pour la bourgeoisie, qui « confie » le pouvoir à des hommes de main. Il dit ainsi :

« Le drapeau du national-socialisme fut brandi par des hommes issus des cadres moyens et subalternes de l'ancienne armée. Couverts de décorations, les officiers et les sous-officiers ne pouvaient admettre que leur héroïsme et leurs souffrances

aient été perdus pour la patrie, et surtout qu'ils ne leur donnent aucun droit particulier à la reconnaissance du pays. »
(Qu'est-ce que le national-socialisme ?, juin 1933)



Pour les communistes, le fascisme c'est le grand capital organisant directement l'État, mais pour Trotsky, le fascisme c'est

« la petite bourgeoisie, impuissante face au grand capital, espère désormais reconquérir sa dignité sociale en écrasant les ouvriers. »

Trotsky rejette par conséquent le principe de l'antifascisme et celui du front antifasciste. Ce qui compte pour lui, c'est le « front unique » des organisations de la classe ouvrière.

Or, l'Action antifasciste c'était le contraire,

puisqu'il s'agissait d'un mouvement auquel on pouvait participer sans que soit posé la question de l'appartenance à une organisation.

Trotsky rejette cette conception, voire même ne la comprend même pas. Rejetant l'antifascisme, il rejette l'urgence de l'action antifasciste, « réformiste » à ses yeux puisque pour lui seule compte la « révolution permanente. »

Il ne comprend donc pas qu'en résistant au fascisme, les masses se confrontent à l'État en voie de fascisation et par là même s'engagent dans un processus révolutionnaire.

Voici trois citations très parlantes de Trotsky.

1. Trotsky ne comprend pas le principe du mouvement de masse antifasciste se confrontant à la fascisation de l'État :

« Quoi qu'il en soit, les anciens sociaux-démocrates posent des questions qui touchent réellement les masses sociales-démocrates : " L'Action antifasciste est-elle une annexe du Parti communiste ? " " Non, répond Thälmann. La preuve ? L'Action antifasciste n'est pas une organisation mais un mouvement de masse. "

Comme si ce n'était pas la tâche directe du Parti communiste que d'organiser le mouvement de masse. Mais le deuxième argument est encore meilleur : l'Action antifasciste serait au-dessus des partis, car (!) elle est dirigée contre l'État capitaliste : " Karl Marx déjà, tirant les leçons de la Commune de Paris, a mis au premier plan des tâches de la

classe ouvrière, la destruction de l'appareil d'État bourgeois. "

Oh ! quelle citation malheureuse ! Les sociaux-démocrates veulent – malgré Marx – perfectionner l'État bourgeois, non le détruire. Ce ne sont pas des communistes mais des réformistes.

Malgré lui, Thälmann démontre précisément ce qu'il voulait réfuter : l'" Action antifasciste " est une filiale du parti. Visiblement, le dirigeant officiel du Parti communiste ne comprend ni la situation ni le mode de pensée politique de l'ouvrier social-démocrate. Il ne saisit pas la raison d'être du front unique. Chacune de ses phrases est une arme pour les dirigeants réformistes et rejette vers eux les ouvriers sociaux-démocrates. »

2. Trotsky ne comprend pas que l'État est en voie de fascisation, que les responsables mènent une politique fasciste pour passer la main au fascisme ouvert :

« Thälmann apporte plusieurs réponses contradictoires à la question : " Quelle appréciation les communistes portent-ils sur le gouvernement Papen ? " Il commence par indiquer le " danger d'une instauration immédiate de la dictature fasciste ".

Elle n'existe donc pas encore ? Il parle d'une façon tout à fait pertinente, des membres du gouvernement comme des " représentants des capitalistes, des trusts, des généraux et des junkers ". Un instant plus tard, il dit en parlant

de ce même gouvernement : " le cabinet fasciste " et conclut, en affirmant que " le gouvernement Papen s'est fixé comme objectif l'instauration immédiate de la dictature fasciste ".

En ignorant les différences sociales et politiques entre le bonapartisme, c'est-à-dire un régime d'« union sacrée » fondée sur une dictature militaro-policière, et le fascisme, c'est-à-dire un régime de guerre civile ouverte contre le prolétariat, Thälmann se prive de toute possibilité de comprendre ce qui se passe sous ses yeux.

Si le cabinet Papen est un cabinet fasciste, de quel " danger " fasciste peut-il encore être question ? Si les ouvriers croient Thälmann, lorsqu'il affirme que Papen s'est fixé comme objectif (!) l'instauration d'une dictature fasciste, le parti passera à côté du conflit hautement probable entre Hitler et Papen-Schleicher, comme cela s'était produit dans le passé pour le conflit entre Papen et Otto Braun. »

3. Trotsky ne saisit pas que l'Action antifasciste c'est l'unité à la base, au-delà des directions, afin de profiter de l'élan populaire le plus large, sur la base la plus démocratique qui soit :

« "Nous, communistes, qui ne voulons rien avoir de commun avec les dirigeants du parti social-démocrate, expliquons inlassablement que nous sommes prêts, à chaque instant, à mener la lutte antifasciste avec les camarades sociaux-

démocrates et de la Bannière du Reich ainsi qu'avec les organisations de base (?) qui veulent lutter. "

Où finissent les organisations de base ?

Et que faire si les organisations de base se soumettent à la discipline des instances supérieures et proposent de négocier d'abord avec ces dernières ?

Enfin, il existe entre les organisations de base et les instances supérieures des étages intermédiaires.

Peut-on prévoir où passera la ligne de partage entre ceux qui veulent lutter et ceux qui refusent le combat ?

Cela ne peut être décidé que dans la pratique et non à priori. Quel sens peut-il y avoir à se lier soi-même les pieds et les mains ? »

Trotsky ne comprend rien à l'Action antifasciste, parce qu'il n'accorde de l'intérêt qu'à la direction social-démocrate, alors que justement Thälmann avait compris que dans l'urgence antifasciste, il fallait trouver un moyen de mobiliser les masses social-démocrates, en court-circuitant la direction sociale-démocrate.

La conception trotskyste est celle du front unique, où les trotskystes tentent de radicaliser par la gauche, de tirer les marrons du feu : c'est un pseudo léninisme, une conception manipulatrice, pragmatique-machiavélique.

La conception communiste, celle du matérialisme dialectique, est d'impulser les initiatives à la base, pour un mouvement démocratique fondé sur l'élan populaire de la résistance antifasciste.

4. L'Action Antifasciste des antifascistes autonomes en Allemagne

Dans les années 1980, le symbole de l'Action Antifasciste est réapparu en Allemagne, cette fois avec un drapeau noir au lieu du second drapeau rouge. Cela fit partie d'une relance de l'antifascisme en Allemagne, aboutissant dans les années 1990 à la reformation d'une Action antifasciste par des « antifascistes autonomes. »

1. Le contexte

Dans les années 1960, de nombreuses organisations maoïstes naquirent en Allemagne de l'Ouest. Se rattachant à la tradition communiste des

années 1930, elles mirent en avant le symbole de l'Action antifasciste, ainsi que le principe, même si de manière secondaire par rapport à la tentative commune de générer un « front populaire. »

Lorsque le mouvement maoïste s'effondra au début des années 1970, il se fonda dans trois courants existant au préalable : les Verts alternatifs, les anarchistes et les spontanéistes qui se fondirent eux-mêmes dans les « autonomes », les « anti-impérialistes » c'est-à-dire la mouvance appuyant la Fraction Armée Rouge (RAF). À cette époque, l'antifascisme faisait partie de la culture d'extrême-gauche, toute initiative d'extrême-droite de grande

envergure, comme des meetings, était pratiquement prise d'assaut (à Hambourg en 1977, à Göttingen en 1978).

Cependant, le fascisme était considéré comme provenant de l'État lui-même. Il n'y avait pas d'analyse sur une éventuelle crise sociale de la société capitaliste, sur l'antisémitisme ; le système capitaliste était considéré comme stable mais devant s'effondrer dans une sorte de crise finale brutale.

L'antifascisme était totalement en arrière-plan par rapport aux thèmes principaux comme le très important mouvement squatter, l'énorme mouvement anti-nucléaire, l'opposition à la guerre et la lutte armée (de la guérilla diffuse, des Cellules Révolutionnaires et de la Fraction Armée Rouge).

Ce n'est que dans le courant des années 1980 qu'il fut mis en avant, de par les interventions massives contre des initiatives d'extrême-droite protégées très brutalement par la police. En 1985 à Francfort, l'antifasciste Günter Sare meurt écrasé par un camion lanceur d'eau, ce qui va provoquer une émeute au centre-ville et deux semaines d'actions antifascistes dans tout le pays.

Entre 1985 et 1989, malgré le caractère secondaire de l'antifascisme, il y aura ainsi une cinquantaine d'attentats et des centaines d'action, notamment contre les regroupements fascistes.

Mais l'incapacité générale à faire un saut, se marquant par la ghettoïsation du mouvement (avec une grande centralisation à Berlin et Hambourg), amena une sorte de paralysie du mouvement ; malgré un activisme forcené, avec notamment des milliers d'actions illégales tant de la part des autonomes que des anti-impérialistes, il

y eut un essoufflement général, brutal.

Les anti-impérialistes disparurent pratiquement du jour au lendemain en 1988-1989, alors que les autonomes furent submergés par la vague nationaliste suite à la réunification allemande.

C'est alors que devant les multiples agressions racistes, avec parfois un soutien populaire notamment à l'Est, l'antifascisme fut pris à bras le corps par tout ce qui restait de la scène autonome. Une foule d'analyses antifascistes furent faites, notamment sur la question du racisme, du sexisme et de l'antisémitisme.

C'est dans ce cadre qu'arriva la proposition d'un antifascisme autonome et d'une reconstitution de l'Action antifasciste.



2. Des précurseurs...

C'est dès 1982 que les premières personnes organisées comme « antifascistes autonomes » publiaient un document, à 1000 exemplaires (un nombre pouvant

sembler faible, mais il faut se rappeler qu'en Allemagne de l'Ouest existaient alors de très nombreux « infoladen », jouant le rôle de librairies mais aussi surtout de bibliothèques, et que les colocations étaient une tradition dans la jeunesse, notamment politisée).



Ce document tentait de formuler une ligne stratégique ; on y lit notamment que « L'antifascisme n'est pas antagonique. Qui n'est qu'antifasciste, n'est pas antifasciste, car n'ayant pas compris que n'est pas fasciste certains intérêts particuliers du Capital, certaines cliques dominantes, certains mouvements de masse, mais le système lui-même. »

La tradition des « antifascistes autonomes » n'est donc pas celle des autonomes ni des anti-impérialistes, même si en de nombreux points il y avait des ponts.

Les « antifascistes autonomes » n'avaient en effet pas qu'une conception stratégique précise de l'antifascisme (alors que les autonomes ne cherchaient pas de stratégie et que pour les anti-impérialistes cela passait par la RAF). Leur travail était conçu comme relevant d'une activité de

« cadres » ; il y avait une conception centralisée de l'organisation.

Il y avait des formations, une perspective avant-gardiste. Et inversement, la ligne de masses primait : les actions illégales n'utilisaient pas des explosifs ni des armes, devant suivre des méthodes que toute personne pourrait reprendre. Pareillement, les actions étaient à chaque fois signées de noms différents, etc.

Les « antifascistes autonomes » ne menaient pas de travail ouvert ; il n'y avait pas de réunion publique ou de meetings. La diffusion de documents fonctionnait au sein de cercles et on ne pouvait qu'être coopté pour rejoindre le mouvement, à condition de soi-même devenir cadre.

Les « antifascistes autonomes » étaient un noyau dur, qui a comme rôle d'impulser des initiatives globales. C'est en fait le fonctionnement traditionnel des autonomes organisés en Allemagne, quelque chose qu'on ne peut considérer évidemment que comme très intéressant, et somme toute très logique.

Les « antifascistes autonomes », nom pris ainsi au début des années 1980, étaient ainsi minoritaires, mais émergeaient à la fin de la décennie alors qu'il y avait un grand vite politique et culturel à l'extrême-gauche et que l'extrême-droite surfait sur la réunification.

3. ...au rôle de l'Antifa M

C'est un groupe de Göttingen qui va jouer un rôle essentiel dans la refondation de l'antifascisme en Allemagne. L'Antifa M (M pour « marxiste » ou « mercredi », cela reste toujours un mystère) ne faisait en fait que reprendre la ligne de ceux et celles prônant l'antifascisme durant les années

1980, et qui étaient en arrière-plan par rapport aux autonomes et aux anti-impérialistes.

L'Antifa M était une structure sur le modèle des « antifascistes autonomes » ; il était donc très difficile d'y rentrer, mais facile d'en sortir. Mais il va y avoir des modifications dans la stratégie qui vont avoir un rôle énorme sur l'antifascisme en Allemagne.

L'Antifa M va en effet systématiser, dès son apparition officielle en 1989, une pratique qui va avoir un grand succès. On retrouve déjà le symbole des deux drapeaux, dont le design vient d'ailleurs du groupe « *Kunst und Kampf* » (art et lutte) qui lui est historiquement lié. Les affiches vont être particulièrement soignées, sur le mode d'une agit-prop efficace.

Les principales initiatives consistèrent en des manifestations contre des lieux d'extrême-droite, sur le mode du « black block », toutes les personnes manifestantes étant en noir, voire casquées. Et à cela s'ajoutait un grand travail d'explication, même par rapport à la presse bourgeoise.

La démarche de l'Antifa M va subir d'énormes critiques dans la scène autonome. On lui reproche le principe du black block, qui ne cherche en fait pas l'affrontement et est défensif et symbolique, mais aussi la volonté de construire une organisation en tant que telle.

Néanmoins, la nouvelle génération apprécia en grande partie le principe. Toute une génération avait compris l'importance de l'antifascisme : lors de la manifestation du 25 novembre 1989, suite à la mort de l'antifasciste Conny Wessmann, tuée une semaine plus tôt par la police lors d'un rassemblement antifasciste, ce sont 18 000 personnes qui participèrent.

L'Antifa M put donc concrétiser son projet. La manifestation du 31 décembre 1991 à Göttingen, sous la forme d'un black block, rassembla 800 personnes sous le mot d'ordre

« Contre le fascisme et la terreur policière – ensemble l'avenir nous appartient ! »

Cela fut un pas décisif pour la refondation de l'Action antifasciste.



4. L'Action antifasciste AA/BO

Le 25 juillet 1992 fut fondée à Wuppertal l'*Antifaschistische Aktion / Bundesweite Organisation (AA/BO)*, l'Action antifasciste / Organisation à l'échelle fédérale (c'est-à-dire de la République Fédérale d'Allemagne, le but étant d'éviter le terme « nation » dans le nom).

11 groupes y participèrent, selon les principes suivants : travail ouvert de masse, combinaison de la théorie et de la pratique, le tout sur une base régulière et assurant une continuité totale. Les groupes devaient assurer une réunion hebdomadaire au minimum, plus les réunions intergroupes, participer aux campagnes, suivre des formations, etc.



On ne pouvait pas rejoindre individuellement l'AA/BO, seulement en tant que groupe. La question de ce qu'est le fascisme ne fut par contre pas au cœur des débats. La priorité était le mouvement, et qu'il existe sur une base solide.

L'année 1992 était, qui plus est, une année de grande violence d'extrême-droite, avec le scandale international de Rostock, où en pleine journée des centaines d'émeutiers attaquèrent un foyer de réfugiés. 2000 personnes applaudissaient en même temps,

alors que l'État dut envoyer la police de l'ouest, celle de l'est refusant de se déplacer !

Une grande marche d'un million de personnes munies de bougies se déroula en décembre 1992 dans tout le pays, avec des attaques fascistes dans certaines villes. Ce qui fit également que l'AA/BO avait un grand écho et le moyen de sortir du « ghetto », et ce d'autant plus qu'une structure concurrente – une réunion antifasciste à l'échelle fédérale (BAT) – résumait son activité à la recherche et à la dénonciation des fascistes (ce qu'en France faisait Réflexes et fait Fafwatch), sans ligne de masses ni démarche idéologique, culturelle et politique.

L'AA/BO put rassembler en masse pour des black blocks décidés lors d'une campagne intitulée « aller de l'avant contre les centres fascistes ! » 2000 personnes furent présentes début 1993 à Adelebsen, autant à Mainz-Gonsenheim en avril 1993, lieu d'un rassemblement néo-nazi annuel depuis 20 ans. En février 1994, ce seront plusieurs milliers de personnes à Detmold-Pivitsheide, et en juin 1994 3000 à Northeim.

Ces actions se déroulent dans de toutes petites villes, ce qui est une expression de l'impulsion donnée par l'AA/BO : la moindre petite localité a son groupe antifasciste ou tout au moins des activistes organisés, même sans être relié à une structure globale.

L'État dut procéder à l'interdiction de dix organisations néo-nazies entre 1992 et 1995, devant la pression antifa, depuis les actions locales jusqu'aux initiatives de blocage des réunions fascistes.

L'Antifa M constituant le moteur de l'AA/BO, la répression frappa alors

brutalement. 36 perquisitions eurent liées dans la mouvance de l'Antifa M, et 17 personnes accusées de faire partie d'une « association de malfaiteurs » et d'en soutenir une autre (la Fraction Armée Rouge).

Il est vrai que l'affiche avec le black block de l'Antifa M et en toile de fond la prison en construction venant d'être détruite par la Fraction Armée Rouge avait le mérite d'être parlant. L'Antifa M se posait comme avant-garde idéologique-politique-culturelle et l'État ne pouvait pas l'accepter.

La répression posa de durs problèmes ; l'AA/BO passa malgré tout à 17 groupes en 1995, mais retomba à 9 en 1996, de par l'incapacité matérielle à gérer le mouvement.

Si le procès fut quasiment gagné en 1996, il avait paralysé l'Antifa M pendant tout ce temps là (l'Antifa M eut comme peine d'affirmer par voie de presse qu'elle respecterait la loi sur les manifestations ainsi que de payer la somme de 56.000 DM, soit à peu près 25 000 euros, au mémorial du camp de concentration de Mittelbau Dora, ce qui témoigne du succès politique de l'Antifa M au procès).

La dynamique de l'AA/BO était cassée. Le camp d'été de juillet 1998, sous le mot d'ordre « *Organise la résistance révolutionnaire* » – rassembla des centaines de personnes, mais sans redynamiser le tissu organisationnel.

La campagne de 1999 - « *Stopper la progression de la droite ! Offensive antifa '99* » – fut menée en commun avec 40 autres groupes, culminant dans la manifestation anti-NPD à Stuttgart, avec 1500 personnes.

Mais il n'y avait plus d'écho, en raison de l'incapacité à produire du positif. En 2001,

l'AA/BO se dissout ; en 2004, l'Antifa M implose en raison des débats très conflictuels, notamment avec la question « anti-allemande. »

La question en effet de ce qu'est le fascisme n'avait pas été étudiée de manière précise, alors que de très nombreuses personnes de la scène antifa avaient étudié en détail les mobilisations nazies et le rôle de l'antisémitisme.

La question de la ligne de masses se posait, mais l'antifascisme autonome n'avait jusque-là pas fait de séparation entre l'État et les fascistes, ceux-ci n'étant considéré que comme la « pointe » ultra de l'État.

La progression du NPD, des « camaraderies » néo-nazies et des « nationalistes autonomes » exigeaient cependant du contenu.

C'est ce contenu que les groupes post-antifascistes recherchent, depuis des groupes marxistes critiquant la marchandise jusqu'aux variantes antifascistes véganes, en passant par les groupes combattant pour le « *deluxe for all* » (« le luxe pour tous ») et les luttes sociales.

À côté de cela, il y a bien entendu le soutien à l'antifascisme, désormais une composante inaltérable et intouchable, marquée par des succès (à Dresde, les nazis furent 4000 en 2009, 6000 en 2010, mais bloqués par les antifas en 2010).

Mais la question du contenu n'est pas résolue, et il n'y a pas en vue de reconstitution de l'AA/BO, même sous une forme améliorée. Le symbole de l'AA est toujours répandu, la démarche en partie réutilisée, mais il n'y a pas de stratégie antifasciste unifiée ni offensive : tout est une réponse aux initiatives nazies, en quelque sorte à chaque fois dans l'urgence.

5. Quelques positionnements de l'Antifa autonome [M]

À titre d'illustration, voici quelques positionnements de l'Antifa autonome [M].

1. Extrait du tract de l'Antifa autonome (M) du 5 juillet 1993.

à l'occasion de l'opération policière à Bad Kleinen, marqué par l'exécution d'un membre de la Fraction Armée Rouge

POLICIERS ALLEMANDS- ASSASSINS ET FASCISTES

L'assassinat de Wolfgang Grams par la police n'était certainement pas un « cas monstrueusement unique dans l'histoire de la RFA », comme c'était à lire dans de nombreux endroits. Depuis l'existence de la RFA, des camarades hommes et femmes ont été tué par l'agences de sécurité de l'État.

Nous voulons nous rappeler, à ce stade les camarades qui sont tombéEs victime d'une exécution spécifique :

Petra Schelm, Hambourg, 15 Juillet 1971;
Georg von Rauch, Berlin, 4 Décembre 1971;
Thomas Weißbecker, Augsburg, 2 Mars 1972;
Ulrich Wessel, Stockholm, 25 April 1975;
Philipp Werner Sauber, Cologne, 9. Mai 1975 ;
Ulrike Meinhof, Stuttgart-Stammheim, 8 Mai 1976 ;
Wilfried Böse, 30 Juin 1976 ;
Andreas Baader, Jan-Carl Raspe et Gudrun Ensslin, Stuttgart-Stammheim, 18 Octobre 1977 ;
Willy-Peter Stoll, Dusseldorf, 6 Novembre 1978 ;
Michael Knoll, Dortmund, 25 Novembre 1978 ;
Elisabeth van Dyck, Nuremberg, 4 Mai 1979.

La RFA est directement impliqué, entre autres, dans la formation des forces de

sécurité turques. Le programme officiel du gouvernement fédéral à cet effet est appelé « soutien matériel », derrière lequel se cache à côté de la formation directe des militaires et des policiers, la fourniture d'armes.



La guerre contre le peuple kurde et le combat contre les forces de gauche sont ainsi rendus possibles.

D'un État qui soutient matériellement et idéologiquement la terreur fasciste et le régime de torture, qui s'est rendu coupable dans son histoire de plus de trente meurtres à l'égard de l'opposition de gauche et qui prend même la mort de son propre huissier de justice en compte, il ne doit être attendu rien d'autre que ce qui s'est passé à Bad Kleinen.

2. Extrait de la présentation de l'Antifa autonome (M)

PLUS LARGE... ENCORE PLUS LOIN... AVEC PLUS DE VARIÉTÉ...

Une politique antifasciste qui se dirige uniquement contre les nazis ou des organisations fascistes ne peut avoir qu'un succès limité. Beaucoup plus encore doit-elle se placer contre les racines du fascisme – utilisation – qui sont créés dans le système d'exploitation capitaliste.

L'Antifa Autonome (M) a développé dans ses cinq ans d'existence un large travail antifasciste dans la culture et dans les campagnes de relations publiques, comme les actions d'agit-prop, des expositions historiques, des meetings et des conférences mis au point l'Antifa autonome (M) au cours de son existence de cinq ans.

Un exemple est le 2 Octobre – à la veille de l'annexion de la RDA par la RFA – où l'Antifa Autonome (M) a tenté d'opposer ses contenus antifascistes au courant nationaliste dominant.

Depuis 5 ans, elle a organisé à la veille de la « Journée de l'unité allemande » une action d'agit-prop et une manifestation, accompagnées par des conférences et des fondements théoriques sous forme de brochures.

En 1994, année d'importantes élections, ces actions ont eu lieu sous le mot d'ordre « *Prenez parti – votez la LUTTE ANTIFasciste* », et en 1993 ce fut sous le mot d'ordre « *Vive la solidarité antifasciste.* » La dernière journée, le 2 octobre 1995, fut sous le mot d'ordre « *Contre le fascisme et de la justice de classe !* »

La dernière journée, le 2 octobre 1995, sous le mot d'ordre « *Contre le fascisme et de la justice de classe ! - Action antifasciste !* » a été mise sous interdiction totale par la ville de Göttingen.



L'Action antifasciste a été fournie par la ville de Göttingen en vertu d'une interdiction totale. Cela a déjà été préjugé du résultat de la politique antifasciste comme des « actes criminels » causé par plus de 4 ans d'enquêtes, de recherches et des accusations contre la résistance antifasciste à Göttingen.

C'était déjà un résultat de la pré-condamnation de la politique antifasciste comme « actes criminels » amené par plus de 4 ans d'enquêtes, de perquisitions et d'accusations pénales contre la résistance antifasciste à Göttingen.

3. Conférence de presse de l'Antifa autonome (M), 19 mai 2002

**L'ANTIFA AUTONOME (M)
APPELLE À UNE ACTION DE
PROTESTATION ANTI-
MILITARISTE**



Au lendemain de la visite d'État du plus haut dirigeant de guerre dans la prétendue « guerre contre la terreur », le président américain George W. Bush, le 22 Mai à Berlin, la Bundeswehr [l'armée allemande] a annoncé pour le 23 mai à Kassel la « Karriere-Truck » [caravane pour l'enrôlement].

Lors d'événements propagandistes devant les lycéens, il sera fait la promotion d'une perspective de profession en uniforme. Une semaine plus tard, le 30 mai, aura lieu à Bad Gandersheim des vœux en public, où 600-800 recrues prêteront serment.

L'Antifa Autonome (M) appelle à des actions de protestation et à la résistance contre ces événements.

Un porte-parole du groupe a expliqué :

« La guerre est à nouveau un moyen commun pour faire respecter les intérêts capitalistes dans le monde entier. Pour ce faire, l'acceptation de la société civile est nécessaire. Avec des événements militaristes, le public doit être habitué à ce que des soldats allemands soient maintenant souvent présents en dehors de la caserne. Pour contrer ce status quo, il faut remettre en question le 'front intérieur'. »

4. Tiré du journal de l'Antifa autonome (M), Einsatz [intervention] n°31, juillet 1998

**QUELQUES DERNIERS MOTS
SUR LA DISSOLUTION DE LA
RAF – LA RAF EST MORTE,
MAIS PAS LA LUTTE POUR LA
LIBÉRATION !**

Quelque part. En Mars 1998, la Fraction Armée Rouge (RAF) a annoncé sa dissolution, après 28 ans d'histoire d'actions armées. Cette décision était pratiquement dépassée et attendue depuis longtemps, après que depuis de longs mois la RAF n'a plus fait parler d'elle.

Tout comme la gauche a ces dernières années de plus en plus perdu de son importance dans la société, il ne fallait pas attendre de la RAF un nouvel élan pour la reformation des gauches. Mais le cynisme ou le hochement de tête ne sont en aucune façon possible. La RAF a été pendant plus de 28 ans la tentative de s'opposer une

résistance conséquente à des rapports capitalistes d'exploitation meurtriers.

Elle est née de la conscience correcte de porter ici, au centre du pouvoir, la lutte anti-impérialiste des mouvements de libération dans le monde. Elle est née de la reconnaissance que les mouvements sociaux et les guérillas des trois continents [Asie, Afrique, Amérique latine], avec l'intervention des États-Unis et l'OTAN et la sale guerre de la contre-guérilla formée par le BND [services secrets allemands] et la CIA, ne peuvent réussir que si il n'y a dans la métropole, au cœur de la bête impérialiste, pas de tranquille arrière-pays.

« Réaliser un, deux, de nombreux Vietnam ! » – la fondation de la RAF était une tentative sérieuse de mettre en pratique ce slogan de la gauche de 1968, ce qui s'est exprimé principalement dans les premières années de la RAF dans les attaques contre les installations militaires américaines.

Au début des années 70, les actions des militantEs de la RAF, y compris l'attaque contre le siège de l'armée US américain à Heidelberg, où les raids aériens sur le Vietcong étaient planifiés, ont rencontré en partie une large soutien, même si clandestine. À cette époque, selon les sondages, environ 20 % de la population étaient disposés à cacher des militants de la RAF face aux fonctionnaires les poursuivant.

Pas étonnant alors que l'appareil de sécurité de la RFA fit tout son possible pour renverser le climat social et isoler et détruire la RAF comme la gauche révolutionnaire dans son ensemble.

Cette opportunité s'est présentée à eux dans la confrontation de 1977. L'État policier était déjà en cours, la surveillance

informatique et la torture par l'isolement étaient devenues des normes.

L'erreur politique de la RAF lors de l'enlèvement de Schleyer pour la libération de prisonniers politiques a été d'être d'accord pour le détournement d'un avion de ligne Lufthansa par un commando palestinien, ce qui a définitivement enlevé le sol de la guérilla par la large ambiance mise en place par les médias au même moment.

L'ambiance pogromiste dans la population qui a été mise en place a lancé le signal attendu depuis longtemps par l'équipe de crise : les prétendus « suicides » des prisonniers de Stammheim suite à l'opération contre l'avion de la Lufthansa par un commando du GSG-9 [unité « anti-terroriste »] n'était plus qu'une simple formalité.



La RAF n'a jamais pu se remettre de la défaite de 1977. L'État avait enfin et définitivement pu arriver à creuser un fossé entre la guérilla et une grande partie des gauches extra-parlementaires, sans parler du reste de la population.

La considération selon laquelle les actions de la guérilla ne se dirigeaient seulement que contre les structures dominantes, contre les responsables de l'exploitation, de

la guerre et de l'oppression, ne pouvait plus tenir.

« *Qui attaque des vacanciers à Majorque mange également les petits enfants* » – il n'a pas été difficile pour les dominants de faire passer cette image. En conséquence, il y a seulement eu une petite partie de la gauche radicale qui se retrouvait dans les actions de la RAF.

Même la tentative par la RAF avec le concept de Front de parvenir dans les années 80 à un travail commun avec les mouvements sociaux radicaux (nantinucléaires, squatters, etc) au niveau national et avec un front d'action avec Action Directe (France) et les Brigades rouges (Italie) au niveau de l'Europe occidentale, ne pouvait pas permettre un nouveau départ.

Ici existait déjà ce qui est aujourd'hui noté par la RAF de manière autocritique dans sa déclaration de dissolution : le manque d'organisation politique – sociale, qui aurait avoir une part égale à côté de la politique armée de la RAF.

Était désormais trop grande distance entre les actions de la RAF, qui ne pouvaient être perçues qu'isolées, et la réalité sociale répressive à laquelle était confrontée la classe, classe pour laquelle la RAF était entrée en action afin d'obtenir sa libération. Contrairement au début des années 70, lorsque les conditions sociales dans les textes de la RAF jouaient encore un rôle important (par exemple la référence au mouvement de grève en 1971, dans « *Guérilla urbaine et lutte des classes* » en avril 1972), les prises de positions de la RAF se maintenaient sur un plan plutôt abstrait-militaire.

Pour les gens qui se trouvaient dans les luttes sociales concrètes, dans les initiatives de précaires, dans le mouvement de solidarité avec l'Amérique latine ou dans l'antifascisme, il n'y avait que peu de place pour pouvoir se confronter avec à la RAF sur un pied d'égalité.

La tentative de la RAF de rétablir des ponts concrets avec la situation sociale de la RFA et d'entrer en discussion avec les restes des gauches, avec les actions du début des années 90 (exécution de Rohwedder le chef de la Treuhand [privatisant l'ex-RDA], l'attaque à l'explosif des bâtiments de la prison [en construction] de Weiterstadt), est arrivée trop tard.

L'absence d'un cadre organisationnel, d'une organisation sociale – politique qui aurait permis ce débat n'était plus rattrapable. Une erreur d'ailleurs, à laquelle doit répondre toute la gauche radicale, car la RAF n'a jamais eu la possibilité de construire cela depuis la clandestinité.

La dissolution de la RAF est cohérente avec son histoire. C'est la conclusion du chapitre RAF dans l'histoire de la gauche révolutionnaire de la RFA, mais pas la conclusion de la lutte armée une fois pour toutes.

Tant que il y a des conditions sociales « dans lequel l'être humain est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable » [Karl Marx, Critique de la philosophie du droit de Hegel] – aussi longtemps que le cœur de la bête bat et produit tous les jours une nouvelle barbarie capitaliste, il y aura la lutte pour la libération. Les moyens pour cela ne seront pas dictés à la gauche radicale par leurs adversaires.

Annexe 1. Ernst Thälmann : L'Action Antifasciste comme le bon « maillon de la chaîne » (1932)

L'Action Antifasciste comme le bon « maillon de la chaîne », tiré de « *Sur notre stratégie et de tactique dans la lutte contre le fascisme* », 1932

Le camarade Lénine a dit en 1920 :

« Trouver, sentir, définir correctement le chemin concret ou la meilleure tournure des événements qui conduit les masses à la dernière, vraiment décisive grande lutte révolutionnaire, voilà en quoi consiste la tâche principale du communisme aujourd'hui en Europe de l'Ouest et en Amérique. »

Cette question du chaînon correct que nous devons saisir afin de mobiliser les masses pour la lutte contre la dictature de la bourgeoisie et de ses satellites et pour développer cette lutte de masse en des formes plus élevées, le Parti Communiste d'Allemagne y a répondu en lançant l'Action antifasciste.

L'Action antifasciste doit combiner toutes les formes de résistance prolétarienne de masses au fascisme, la faim et la guerre et les développer en lutte active de masse.

Elle doit nous rendre possible une solide organisation d'un mouvement de millions de personnes du front rouge d'Unité en marche. Elle cherche également à faciliter au Parti à rassembler les masses pour la lutte contre toutes les voie capitaliste de sortie de crise et à préparer la lutte pour la sortie révolutionnaire, pour la révolution prolétarienne.



Ainsi, l'Action antifasciste est le prochain maillon de notre politique révolutionnaire, la forme sous laquelle nous appliquons la tactique du front d'Unité par en bas, sur la base des entreprises, des lieux d'embauche, des quartiers ouvriers, de manière la plus large possible.

Mais il ne suffit pas de reconnaître ce maillon, nous avons aussi besoin de développer dans notre pratique révolutionnaire toutes les méthodes qui sont nécessaires pour mettre en œuvre cette politique.

Nous devons prendre avec la plus grande énergie prendre l'offensive, au sein de l'Action antifasciste, dans le travail au sein des syndicats pour la réalisation d'un large mouvement d'opposition aux syndicats réformistes.

Nous avons besoin d'améliorer le travail du RGO [Opposition Syndicale Révolutionnaire] comme une des plus importantes courroies de transmission du mouvement révolutionnaire des masses, qui nous aidera à libérer les masses laborieuses de l'influence de l'ennemi de classe et facilite d'aller vers les entreprises.

Nous avons besoin d'éveiller en les masses la compréhension de la signification que

revient au passage des luttes partielles dans le développement de la lutte de masse à la grève politique de masse.

Nous avons besoin de profiter de l'Action antifasciste pour consolider l'alliance entre la ville et la campagne sous de l'hégémonie du prolétariat, ce qui est actuellement de la plus haute importance dans la lutte contre la contre-révolution fasciste.

Nous mettons tout l'ensemble de notre campagne pour les élections législatives au service de l'Action antifasciste.

Cela signifie également que nous exploitons cette campagne entièrement sur la base de la concentration de nos forces dans les entreprises et les lieux d'embauche, pour la mobilisation de masses extra-parlementaire

vers la lutte.

Plus est forte le fait de se reconnaître par millions dans le communisme, que nous voulons atteindre à travers l'exercice de toutes nos forces dans les élections législatives, plus les masses dans la bataille seront plus heureuses et plus déterminées en dehors du parlement pendant les grèves et la défense de leur Parti révolutionnaire.

C'est là que réside la grande importance extra-parlementaire de ces élections générales, dont doivent prendre conscience par notre travail tout ouvrier conscient, chaque travailleur, chaque jeune travailleur, les travailleurs des villes et des campagnes.

Annexe 2. PC-SFIC : Pour l'unité d'action antifasciste (1934)

L'expérience allemande a bien entendu profité au Parti Communiste – Section Française de l'Internationale Communiste, comme en témoigne la stratégie mise en avant ici en 1934, au lendemain de la tentative de coup d'État par l'extrême-droite française, en février 1934. On notera cependant le point 4, qui sera renversé par la ligne « républicaine » de Thorez et fera que le Front Populaire se terminera finalement par l'unité « par en haut », terminant dans l'impasse social-démocrate.

Pour l'unité d'action antifasciste mars 1934

(Résolution du Comité central sur les tâches des communistes adoptée le 15 mars 1934)

1. Les événements de ces dernières semaines vérifient dans les faits la justesse des résolutions adoptées par la XIII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'I.C. et par le Comité central dans sa session de janvier.

Les événements de cette dernière période soulignent l'accentuation de l'essor révolutionnaire dans les pays capitalistes (Autriche- Espagne, etc.).

En face du monde capitaliste en pleine crise, l'Union soviétique obtient de nouvelles victoires dans l'édification du socialisme.

« Le mouvement des masses ouvrières et paysannes et des soldats est en développement et passe à un niveau plus élevé », comme l'ont montré les combats de classe de février en France.

L'activité du Parti communiste a largement

contribué à déclencher l'action des masses travailleuses qui, jeunes en tête, ont riposté magnifiquement aux attaques du fascisme, notamment dans la grande manifestation du 9 février ; elles ont réalisé leur front unique d'action auquel s'est toujours opposé le Parti socialiste.

Cela constitue une victoire de la politique menée inlassablement par notre Parti communiste.

2. Le courant de front unique qui entraîne les ouvriers socialistes souligne qu'à l'intérieur de la social-démocratie, contrairement à ce que les opportunistes déclarent et attendent, la crise s'approfondit.

De nouvelles couches de prolétaires se tournent vers notre Parti, lui témoignent leur confiance, et de nombreux ouvriers socialistes voient le salut dans le pouvoir des Soviets, œuvre du parti bolchevik, pilier essentiel de la III^e Internationale.

Les communistes doivent repousser toute tentative d'atténuer les responsabilités du parti socialiste, principal soutien social de la bourgeoisie dans le développement du fascisme.

Le Parti socialiste, à l'occasion de son récent conseil national, s'est de nouveau dressé contre le front unique des ouvriers socialistes et communistes.

Il tente d'entraîner la classe ouvrière derrière les « doctrines socialistes » qui ont conduit à leur situation tragique les travailleurs d'Allemagne et d'Autriche.

3. Les organisations du Parti doivent porter les coups essentiels au fascisme, au gouvernement Doumergue-Tardieu-Laval qui en est le fourrier et, naturellement, démasquer la capitulation des gauches.

Une telle orientation de l'activité du Parti aidera à surmonter l'insuffisante rapidité dans les réactions des organisations du Parti et la passivité qui se sont manifestées à la veille des événements, pendant et après.



4. La mobilisation du Parti, qui a abouti à la montée d'une vague de front unique d'action contre le fascisme comme jamais on n'en avait vue en France, a été entravée par les tendances opportunistes de droite qui se sont manifestées pendant et depuis les événements de février.

Les organisations du Parti, en décuplant les efforts pour réaliser le front unique d'action, repousseront toute politique ayant pour conséquence la réalisation d'un bloc avec le Parti socialiste et corrigeront tous les abandons de principe et glissements sur la plate-forme de la social-démocratie.

5. Tenant compte de l'expérience de ces derniers temps, les comités dirigeants et organisations du Parti s'emploieront à liquider rapidement les insuffisances dans le travail d'organisation du Parti, surtout pour ce qui est des manifestations dont il

faut pouvoir en toutes circonstances assurer la préparation et la direction.

Les organismes dirigeants du Parti prendront toutes mesures pour pouvoir en toutes circonstances assurer leur tâche de direction, maintenir le contact avec les diverses organisations du Parti.

La liquidation rapide de toutes nos faiblesses et lenteurs, en ce qui concerne l'organisation d'une autodéfense de masse, constitue une des tâches décisives du moment dans la préparation de la lutte contre le fascisme et les provocations fascistes.

Le Comité central salue l'exemple des travailleurs communistes, socialistes, sans parti, des 20e et 15e arrondissements de Paris qui, par leur autodéfense de masse, ont fait reculer les bandes fascistes.

6. Le Parti doit mettre tout en œuvre pour assurer la défaite du fascisme.

Pour cela, il doit élargir et consolider les résultats obtenus dans l'application de la tactique du front unique d'action à la base. Les organisations et membres du Parti doivent se mobiliser pour assurer le succès du rassemblement national antifasciste du 20 mai en développant les actions partielles dans les entreprises, en préparant, par un large travail de front unique auprès des ouvriers socialistes et confédérés, la grève politique de masse, ce qui constitue une des grandes tâches de l'heure, en multipliant les luttes partout et en créant des comités de front unique dans les usines et localités.

Le 1er mai, dont les communistes doivent travailler à faire une journée de grève générale et de démonstration de masse hors le signe du front unique d'action, sera une étape importante dans la préparation du rassemblement national antifasciste.

Dans notre lutte implacable contre le fascisme, nous devons mobiliser les masses pour exiger la libération du chef du Parti Communiste d'Allemagne, le camarade Thaelmann, qu'il nous faut arracher des mains des bourreaux fascistes comme nous avons arraché Dimitrov.

7. La grève générale du 12 février est une grande démonstration, pour tout le parti et la classe ouvrière, du rôle énorme des syndicats dans la lutte contre le fascisme et de l'importance de la grève comme arme de lutte du prolétariat.

Cela exige un travail systématique de tous les communistes dans les syndicats pour élargir le mouvement gréviste en prenant comme base les revendications immédiates et la lutte contre le fascisme.

Les communistes doivent se préoccuper constamment du renforcement des syndicats unitaires pour en faire des organisations de masse et travailler à l'organisation et au développement de l'opposition dans les syndicats confédérés et autonomes.

Les communistes soutiennent à fond l'action de la C.G.T.U. pour l'unité syndicale de classe et la constitution de syndicats uniques sur la base d'un programme conforme aux intérêts ouvriers et de la répudiation absolue de la collaboration des classes.

Compte tenu de ces deux conditions, les communistes ne se laissent arrêter par aucune question de forme dans leur lutte concrète pour l'unité syndicale.

8. Les organisations du Parti ont pour devoir impérieux, dans le moment présent, alors que le fascisme fait des efforts exceptionnels pour conquérir la jeunesse

travailleuse, de mettre d'urgence un terme à la négligence particulièrement grave des organisations du Parti en ce qui concerne la direction du travail de la jeunesse communiste.

Il convient de réaliser enfin la directive ayant trait à la création d'une cellule de la J.C. à côté de chaque cellule d'entreprise du Parti ; de diriger la J.C. dans son travail parmi les organisations de masse de la jeunesse, de l'aider à appliquer la tactique du front unique pour gagner les jeunes ouvriers socialistes à la lutte contre le fascisme et de préparer le congrès des jeunes contre le fascisme et la guerre qui se conjugue avec le Rassemblement National Antifasciste.

9. La mobilisation des paysans dans la lutte contre le fascisme demeure le point faible de l'activité de notre Parti. La question décisive dans le moment présent est de gagner la masse des paysans à la lutte contre le fascisme.

C'est pourquoi toute négligence dans l'organisation du travail à la campagne constitue une faute d'une gravité exceptionnelle.

Non seulement les organisations du Parti à la campagne ont pour devoir de déployer une activité intense en vue d'organiser l'action des paysans pauvres et moyens pour leurs revendications, contre le fascisme et la guerre, mais les ouvriers des villes doivent être entraînés dans le travail de conquête des paysans, en particulier les cheminots, les postiers, ainsi que les instituteurs.

Toutes les liaisons des ouvriers avec la campagne devront être utilisées et des prises de contact entre ouvriers et paysans (descentes à la campagne le dimanche)

devront être organisées.

Des propositions seront faites par les cellules et rayons aux ouvriers socialistes en vue de réaliser en commun cette importante besogne parmi les paysans.



10. Les communistes doivent être les défenseurs acharnés des éléments des classes moyennes ruinées par la crise. Ils doivent dénoncer la démagogie fasciste et montrer que les classes moyennes ne peuvent se défendre qu'en luttant avec les ouvriers sur le front antifasciste.

Les organisations du Parti ont pour devoir de lutter contre toute atteinte portée aux droits acquis des anciens combattants et de mettre tout en œuvre pour qu'ils réalisent leur action commune à la base, contre le gouvernement des pleins pouvoirs qui les menace avec la complicité des chefs fascistes des organisations d'anciens combattants, à l'intérieur desquelles le travail de masse doit être organisé.

11. L'activité fondamentale des organisations du Parti doit consister à réaliser partout le front unique de lutte à la base en vue d'entraîner les ouvriers socialistes à la lutte révolutionnaire.

Partout, nos organisations doivent prendre l'initiative de l'action, proposer aux

ouvriers et sections socialistes d'adhérer au Rassemblement National, constituer avec eux des comités dans les entreprises et les localités.

Là où existent des comités de base isolés, les communistes doivent mener l'action pour que les travailleurs rassemblés dans ces comités adhèrent au Rassemblement National.

La politique du Parti socialiste doit être démasquée devant les ouvriers socialistes et l'ensemble des travailleurs en montrant que le souci du Parti communiste est de rassembler les masses dans la lutte vigoureuse dans les villes et les villages contre le gouvernement d'Union nationale, des pleins pouvoirs et des décrets-lois, pour l'arrestation de Tardieu et de Chiappe, contre l'offensive du capital, contre le fascisme et la guerre.

Une des tâches quotidiennes du Parti communiste est de développer au cours de l'action une propagande inlassable autour de son programme d'action après la prise du pouvoir, montrant ainsi l'issue révolutionnaire de la crise aux prolétaires et à l'ensemble des masses travailleuses.

12. La réalisation de ces tâches exige que tout soit mis en action en vue de recruter des nouveaux adhérents au Parti, de consolider les organisations du Parti à tous les échelons, et en premier lieu dans les entreprises, de combler rapidement les lacunes d'organisation constatées au cours des derniers événements.

Un des instruments essentiels du Parti est l'Humanité, le grand journal du prolétariat,

avec à sa tête le chef révolutionnaire Marcel Cachin.

Le Parti fera tout pour porter encore plus haut le rayonnement de son journal et fera du 30ème anniversaire de l'Humanité une vaste campagne de masse.

La condition essentielle de la capacité d'action du Parti communiste dans une période grosse de responsabilités pour lui, réside dans son unité, dans la mobilisation de tout le Parti pour l'application des décisions du Comité central.

Le Comité central enregistre avec satisfaction que toutes les régions du Parti et la Fédération de la jeunesse communiste manifestent leur volonté d'appliquer la ligne du Parti, repoussent toute tentative de la modifier et en exigent l'application par tous les membres du Parti.

Avec l'ensemble du Parti, les communistes de la région Paris-Nord (Saint-Denis), fidèles à leurs traditions de lutte contre la bourgeoisie et ses alliés, portent fièrement le drapeau du Parti communiste et repoussent toutes les tentatives d'introduire la contrebande social-démocrate et trotskyste dans le Parti que poursuivent les débris du groupe opportuniste sectaire Barbé (Rolland).

Formant un bloc autour de son Comité central, le Parti communiste, qui a subi avec honneur l'épreuve du combat, exige de tous ses membres le dévouement, l'abnégation et la discipline indispensables afin d'être à même de prendre la direction de vastes batailles de masse qui écraseront le fascisme et nous achemineront vers le pouvoir des Soviets.